

Le 19 janvier 2016

Déclaration liminaire commune à la CAP locale n°1, N° 2 et N°3

Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques 77 est particulièrement inquiet pour l'avenir de la DGFIP, pour les missions qu'elle exerce et pour les perspectives qui se profilent pour les agents.

Lors du Comité Technique Local du 15 janvier 2016, réuni en 2ème convocation, Solidaires Finances Publiques 77 a fait la démonstration que la DGFIP, et en particulier la DDFIP 77, va mal. Les interventions de 12 membres reflétant 14 services de divers sites du département ont relaté la triste situation quotidienne des agents. Vous pouvez généraliser ces interventions à l'ensemble des services et sites du département : des missions mal faites... lorsqu'elles sont faites, des problèmes techniques récurrents, des réorganisations mal ficelées, une dégradation inexorable des conditions de travail, etc. le tout avec la déconsidération de la haute hiérarchie.

S'il est vrai que Solidaires Finances Publiques 77 partage les propos du DDFIP lorsqu'il qualifie les agents d'exceptionnels, exceptionnels dans leur conscience professionnelle, exceptionnels dans leur capacité à s'adapter, bon gré mal gré, aux orientations de la DGFIP, nous ne pouvons que constater que cela ne suffit toujours pas pour la DGFIP. Elle continue inlassablement à saboter nos missions, notre administration et le sort des agents.

Les politiques de suppressions d'emplois font partie de ces orientations condamnables. En bon et loyal serviteur du DGFIP, vous mettez en oeuvre cette politique infernale alors que vous savez comme nous que le principal remède à nos maux réside dans l'arrêt, voir la création de postes et d'emplois. Nos missions et nos conditions de travail méritent un autre sort que la seule dégradation.

A la DDFIP 77, au-delà des suppressions de postes, s'ajoutent également les postes vacants. A ce jour nous en dénombrons 77 après le projet que vous nous présentez, répartis en -5A, -44B et -28C. Pas étonnant que de nombreux agents soient amenés à craquer... d'autant plus si les méthodes de management accentuent la pression.

Les « coups de griffes » notamment sur nos règles de gestion sont aussi une marque de déconsidération des agents. Des agents C bloqués pendant 3 ans en 1ère affectation c'est les condamner dans leur motivation et leur vie personnelle, supprimer les mouvements complémentaires pour les A et B, c'est condamner les agents dans des situations personnelles parfois dramatiques pour ne citer que ces quelques exemples. Ces changements ne sont pas des avancées comme veut nous le faire croire le DG mais de réels reculs dans le droit des agents.

Enfin, concernant la prime de restructuration, c'est carrément se moquer de nous. Non seulement nous finançons nous-même cette prime (suppression de la prime d'intéressement à cet effet) et en plus pour des réorganisations rejetées par les agents et souvent mal ficelées.

Nous avons bien entendu les messages du DDFIP lors du CTL du 15 janvier : la DGFIP, et donc la DDFIP, n'a pas le choix que de s'adapter à un contexte politique contraignant (à titre d'exemple, la loi NOTRe et ses conséquences sur le réseau de proximité ou les suppressions d'emplois décidées en très haut lieu) et concernant la DDFIP 77, les résultats 2015 au regard des objectifs qui lui étaient assignés ont été atteints.

Nous avons bien compris que la qualité du service public et le sort des agents ne font plus partie des orientations de la DGFIP (comme en atteste d'ailleurs un directeur de pôle prêt à « s'asseoir » régulièrement sur les procédures).

D'ailleurs, vous n'en avez plus les moyens nécessaires, ni pour remplir nos missions correctement, ni pour améliorer les conditions de travail des agents. Ce n'est que par de la communication que vous compensez ces insuffisances de moyens. Solidaires Finances Publiques pourrait citer, à cet effet, la communication externe à l'exemple des nouvelles technologies qui suffiraient à compenser les emplois perdus (cf art du « Parisien » daté du 9 janvier) et en communication interne avec des outils tels le DUERP, le TBVS et le guide contre le RPS pour justifier que les conditions de travail sont réellement prises en compte.

Solidaires Finances Publiques, avec les agents, l'ont bien compris : notre avenir et celui du service public ne dépendent que de la mobilisation des agents. Et à ce titre, Solidaires Finances Publiques ne peut que s'étonner que nos dirigeants locaux comme nationaux ne défendent pas des valeurs telles la cohésion sociale qui ont tout de même fondé notre République depuis la seconde guerre mondiale, et valeurs sérieusement mises en cause comme en attestent plusieurs sujets d'actualités récents.

Solidaires Finances Publiques appelle à cette mobilisation et ce, dès le 26 janvier prochain par une journée de grève et de rassemblement.

Nous nous retrouvons donc aujourd'hui pour une journée de réunions consacrées aux affectations locales pour les cadres C, B et A. Sachez, M le Président, que les élus de Solidaires Finances Publiques 77 ne souhaitent pas siéger aujourd'hui. La politique de suppressions d'emplois menée à la DDFIP 77 qui ne sera pas sans conséquence sur les futures affectations tout comme sur les conditions de travail des agents et le mépris du DGFIP à l'égard des représentants des personnels s'agissant des coups de griffes aux règles de gestion constituaient à nos yeux, des arguments suffisants, surtout à la veille d'une forte mobilisation.

Le dialogue social à travers ces CAPL va donc reprendre comme si tout allait bien.

Non, M le Président, ça ne va pas bien et nous nous attacherons, comme à son habitude, dans cette instance comme dans les autres, à défendre les agents. Mais quelle qu'en soit l'issue, sachez, M le président que nous voterons contre ce mouvement, la faiblesse des moyens en personnel justifiant à lui-même notre position.

Nous remercions le service RH pour la documentation transmise et leur disponibilité.